



## ARRETE N°1/2017

### ARRETE INSTITUANT UNE OBLIGATION DE RAMASSE DES DEJECTIONS ANIMALES ABANDONNEES SUR LA VOIE PUBLIQUE DIVAGATION DES ANIMAUX

Le Maire de la commune de PAYRAC,

VU LE Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et L.2512-13 ;

VU le règlement sanitaire départemental,

VU le décret n° 73-502 du 21 mai 1973 relatif aux infractions à certaines dispositions du Code de la Santé Publique, et notamment son article 3

**CONSIDERANT** qu'il a été constaté la circulation de chiens errants et la présence sur les trottoirs et dans les rues de plus en plus fréquente de déjections canines,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'assurer la salubrité et l'hygiène des dépendances de la voie publique, des espaces verts et des espaces ouverts aux enfants et d'y interdire les déjections animales ;

**CONSIDERANT** qu'il en va de l'intérêt général de la commune ;

**CONSIDERANT** qu'il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur tout ou partie de la voie publique d'une manière générale, tous débris ou détritus d'origine animale ou végétale susceptible de souiller la voie publique ou de provoquer des chutes ;

**CONSIDERANT** que des dispositions particulières doivent être prises afin de réduire les pollutions engendrées sur la voie publique par la présence de déjections animales

## ARRETE

**Article 1er** : Il est interdit de laisser vaquer les animaux domestiques dans les rues, sur les places et autres points de la voie publique

**Article 2** : Les chiens ne peuvent circuler sur la voie publique en zone urbaine qu'autant qu'ils sont tenus en laisse.

**Article 3** Il est fait obligation aux personnes accompagnées d'un animal domestique (chien, chat, cheval...) de procéder immédiatement, par tout moyen approprié, au ramassage des déjections que cet animal abandonne sur toute partie de la voie publique.

**Article 4** : En cas de non-respect des obligations édictées aux articles précités, les infractions au présent arrêté sont passibles d'amendes

**Article 5** : Le présent arrêté sera affiché sur les lieux habituels d'affichage et le public pourra le consulter en mairie aux heures d'ouverture des bureaux.

**Article 6** : Madame la Secrétaire de Mairie, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Mr le Maire, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera retransmise au représentant de l'Etat.

Fait à PAYRAC, le 24 janvier 2017

Le Maire, Jean-Pierre FAVORY

